

# Chapitre 10

## La prévention des difficultés de l'entreprise

### 1 Application 1

Indiquez :

- les éléments qui attirent l'attention au regard des dispositions légales relatives à la prévention des difficultés de l'entreprise ;
- les dispositions légales applicables dans chaque cas.

Situation	Élément(s) qui attire(nt) l'attention	Ce que prévoit la loi
1. Une SARL emploie 400 salariés.	Nombre relativement important de salariés.	Si une entreprise emploie au moins 300 salariés : cf. les obligations comptables prévisionnelles.
2. Entreprise qui a constitué une hypothèque sur l'un de ses immeubles.	Engagement sur le patrimoine.	Figure en annexe au bilan.
3. Un groupe de personnes veulent créer une société pour développer leur activité sur le plan national et, ultérieurement, sur le plan international. Elles veulent créer une SA ou une SARL.	Importance des capitaux à rassembler.	Cf. minimum légal pour le capital social dans une SA.
4. Une SA est un groupe composé de huit filiales. Le président directeur général signe les comptes de la société.	Comment connaître la situation du groupe ?	Publication des comptes consolidés... mais ces informations concernent le passé de l'entreprise.

5. Une SNC emploie 120 salariés et totalise un actif de 2 000 000 € à son bilan. Elle n'a pas de commissaire aux comptes (CAC).	Il existe des enjeux sociaux et financiers.	Cf. les seuils à partir desquels un CAC doit être désigné.
6. Une entreprise a fourni des cautions à deux créanciers.	Engagements sur le patrimoine de l'entreprise.	Cf. annexes au bilan.
7. Une SARL, une SA font des pertes importantes.	Vérifier l'importance des pertes et évaluer les capitaux propres par rapport au capital social.	Procédure de reconstitution des capitaux propres.
8. Une SA ne dépose pas ses comptes sociaux au greffe du tribunal de commerce.	Information des tiers.	Publicité légale : est une obligation.
9. Une SCA a un chiffre d'affaires hors taxes (CA HT) égal à 20 000 000 €.	CA HT important.	Quand le CA HT est supérieur ou égal à 18 000 000 euros : cf. les obligations comptables prévisionnelles prévues par la loi.
10. Des PME souhaitent disposer d'éléments d'analyse de leur situation économique et financière à partir de leur comptabilité.	Recherche d'une aide extérieure à coût réduit.	Recours à un groupement de prévention agréé.
11. Dans la SARL Fanchon, au capital de 600 000 €, on peut constater les faits suivants : a. le gérant a conclu il y a un mois un contrat de prêt de 1 000 000 € auprès de la banque pour moderniser les locaux de la société ; b. depuis six mois, le chiffre d'affaires baisse régulièrement.	a. Importance relative du capital social et de l'emprunt. N'y a-t-il pas un risque par rapport au remboursement de l'emprunt ? b. Problème par rapport à l'autofinancement et au remboursement de l'emprunt.	Compte tenu de la qualification des faits constatés, diverses réactions sont possibles de la part des personnes qui ont des informations sur la situation de la société et qui sont dans la SNC : • associés : ont un droit d'information permanent ; • représentants des salariés : cf. information par le comité d'entreprise ; • commissaire aux comptes : a une mission légale permanente de contrôle des

		comptes ; • le président du tribunal de commerce disposent d'information : cf. états du greffe (privilèges, sûretés), comptes déposés au greffe. ces personnes peuvent poser des questions ou demander des explications au dirigeant, c'est-à-dire déclencher l'alerte (cf. procédures légales pour déclencher l'alerte).
12. Les salariés de la SNC Marie sont inquiets car la direction a décidé de procéder à vingt licenciements pour motif économique.	Quel est le motif précis du licenciement économique ?	Déclenchement de la procédure d'alerte par le comité d'entreprise, à défaut par les délégués du personnel.

## 2 Application 2

### 1. Quelles sont les obligations de M. Alain ?

Le CAC peut mettre en œuvre la 2<sup>e</sup> étape de la procédure d'alerte, c'est-à-dire provoquer la réunion du conseil d'administration (ou du conseil de surveillance) s'il n'a pas reçu de réponse du dirigeant au bout de quinze jours. Il adresse une copie de cette convocation au président du tribunal de commerce.

### 2. M. Jacques a-t-il raison ?

Le CAC a l'obligation de déclencher l'alerte quand il constate des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de l'entreprise ; à défaut, il engage sa responsabilité civile.

Le dirigeant ne peut donc pas lui reprocher d'avoir engagé une procédure d'alerte.

### 3 Application 3

**Avec qui va-t-il entrer en contact s'il doit déclencher une procédure d'alerte en application de la loi ?**

Le CAC doit informer les dirigeants du GIE, en l'occurrence les administrateurs du groupement.

### 4 Application 4

**L'intervention du commissaire aux comptes vous paraît-elle opportune ?**

A priori, l'intervention du CAC ne paraît pas opportune. L'association met en place des stratégies d'adaptation à l'évolution de l'environnement ; de plus, elle a un but non lucratif (c'est-à-dire qu'elle n'a pas pour but de partager de bénéfice entre ses membres).

### 5 Application 5

**À votre avis, quelle est la pertinence de chacune de ces procédures eu égard à la situation dans laquelle se trouve la SARL ?**

La question se pose de savoir si les difficultés de plus en plus fréquentes rencontrées par M. Morin pour se faire payer aux échéances prévues par plusieurs de ses clients le conduisent à être en cessation des paiements.

On peut distinguer les situations suivantes :

Pas d'état de cessation des paiements	Procédure d'alerte	Si il y a des faits de nature à compromettre la situation de l'entreprise.
	Mandataire ad hoc	Si l'entreprise rencontre une difficulté juridique,

État de cessation des paiements depuis moins de 45 jours	Conciliation	économique, financière avérée ou prévisible.
Etat de cessation des paiements	Ouverture d'une procédure collective.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si la réorganisation de l'entreprise est possible : procédure de sauvegarde.</li> <li>• Si le redressement est envisageable : procédure de redressement judiciaire.</li> <li>• Si le redressement est manifestement impossible : liquidation judiciaire.</li> </ul>